

LA VÉRITÉ

Bi-Mensuel

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e INTERNATIONALE)



Abonnement : 1 an (24 numéros) 200 francs

19, rue Daguerre - PARIS 14^e (Tél. : Suffren 62-31)

C. C. P. PICARD 5660 - 38 PARIS

CONTRE LA MISÈRE, LA RÉPRESSION ET LA MENACE GAULLISTE

LA GRÈVE GÉNÉRALE, SEUL MOYEN EFFICACE

ne sera organisée que par une nouvelle direction de comités démocratiquement élus par les travailleurs

UN RÉGIME DE TERREUR SEVIT

chez les mineurs trahis

La bourgeoisie fait tirer sur les travailleurs; elle installe de Gaulle au Sénat et le pousse au pouvoir. Les mineurs vivent sous la terreur des C.R.S. Les libertés ouvrières sont menacées, la misère s'accroît et les capitalistes préparent une nouvelle guerre.

Les travailleurs ont compris qu'il fallait être tous unis pour se lancer contre un ennemi qui dispose des flics, de l'armée, de la radio, du cinéma et de la presse.

Depuis des mois, ils sont prêts à engager la grève générale illimitée pour arracher à la bourgeoisie le minimum vital et l'échelle mobile, pour en finir avec la misère, l'exploitation, la répression, le fascisme et la guerre qui menace. Lorsque les mineurs tombèrent, unanimement ils voulurent les venger.

S'ils ont subi des échecs, c'est seulement parce qu'on les a lancés dans le combat les uns après les autres; ils ne portent aucune responsabilité des échecs subis. Ce sont les chefs traités qui sont seuls coupables; Jouhaux qui collabora avec ceux qui tirent sur les ouvriers. Frachon et Cie qui refusent la grève générale et calomnieusement basement les travailleurs qui lui demandent d'en donner l'ordre.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ne sont pas prêts. CE SONT LES CHEFS QUI REFUSENT DE VAINCRE. Parce que, comme Jouhaux, ils ne veulent pas écraser et vaincre l'ennemi de classe, mais seulement exercer une pression sur lui pour faire entre Thorez et quelques autres dans le Gouvernement capitaliste.

ASSEZ DE GRÈVES PARTIELLES! GRÈVE GÉNÉRALE TRAVAILLEURS, ORGANISEZ-LA VOUS-MÊMES

Aujourd'hui, les travailleurs en ont assez des grèves partielles. Ils en ont assez des grèves par corporation ou par région. Ils en ont assez des promenades de quelques milliers à l'Hôtel Matignon.

Samedi 13, ils manifestèrent leur mécontentement d'une grève de 24 heures — un samedi — déclenchée seulement dans la région parisienne.

Ils veulent la grève générale illimitée jusqu'à la victoire. Les chefs ne la veulent pas.

Travailleurs, prenez votre sort en

ÉLISEZ UN COMITÉ POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

composé des travailleurs de toutes tendances qui veulent vraiment libérer la classe ouvrière par la grève générale. Que ces Comités s'adressent par tracts et délégations aux autres entreprises, les appellent à les imiter.

Qu'ils se réunissent en commun pour constituer des Comités régionaux pour la grève générale.

Ce sera VOTRE DIRECTION. Sous votre contrôle et non plus un appareil de permanents aux ordres de Frachon ou de Jouhaux.

Vous recréerez ainsi l'unité ouvrière, EN COMBATTANT TOUS ENSEMBLE et en désignant tous ensemble vos dirigeants.

A mesure que le temps passe, il devient plus difficile d'organiser la grève

RECONSTRUISONS UN VRAI PARTI COMMUNISTE

Ce n'est pas parce que ceux en qui vous aviez confiance ont trahi le combat pour le communisme auquel vous avez dévoué votre vie, qu'il faut abandonner ce combat. Ce n'est pas parce que Frachon et Thorez ont trahi le communisme, comme Jouhaux et Blum, le socialisme, qu'il faut cesser le combat pour libérer l'immense masse des travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. n'ont cessé de calomnier les trotskystes. En 1945, quand nous combattions de Gaulle, dont Thorez était un ministre, nous étions des « hitlériens »; aujourd'hui, nous sommes des « agents de de Gaulle ». Mais aujourd'hui, avec nous sont des « agents de de Gaulle » tous les travailleurs qui veulent la grève générale. Cette calomnie a pour but de briser les révolution-

naires, notamment les militants de base du P.C.F.

Des chefs et des partis qui calomnieusement les révolutionnaires, qui organisent des grèves partielles ne profitant en fin de compte qu'à l'ennemi, qui peuvent chasser les assassins des mineurs par la grève générale et qui s'y refusent, qui ont peur avant tout d'ouvrir la lutte pour le pouvoir des travailleurs et n'aspirent qu'à des fauteuils ministériels, de tels chefs, de tels partis ne peuvent mener qu'à la défaite.

Pour vaincre la bourgeoisie, il faut un parti révolutionnaire, une nouvelle Internationale prolétarienne.

Construisons avec le Parti Communiste Internationaliste, avec la IV^e Internationale!

LE BUREAU POLITIQUE.

FRONT UNIQUE CONTRE DE GAULLE

Les champions de la lutte sur les deux fronts, qui trônent à l'Hôtel Matignon et au Ministère de l'Intérieur, pensaient remporter une grande victoire aux élections au Conseil de la République: la loi électorale allait éliminer largement la représentation du P.C.F.; une bonne petite combinaison, une nouvelle « 3^e force » formée par les radicaux et les socialistes (comme au bon vieux temps du bloc des gauches) allait faire mordre la poussière au R.P.F. Dans les jours qui précéderont le scrutin, un enregistra au R.P.F. une cascade de démissions de vieux politiciens radicaux de la III^e République.

Les staliniens furent effectivement éliminés de la seconde Assemblée, prévue par une Constitution qu'ils avaient votée. Par contre, les gauchistes se trouvèrent amoindris, tant du fait que leur fraction devenait plus homogène que d'habitude, que de la venue de de Gaulle au pouvoir par la voie froide, c'est-à-dire par les voies légales d'une démocratie dont il ferait fuir la suite, ce danger que nous avons signalé depuis plusieurs mois vient de se matérialiser. Les gaullistes, n'en doutons pas, sauront se servir du Conseil de la République à cet effet.

Pour rassurer les démocrates hébertés, Blum, ce sinistre vieillard qui préside à l'agonie du parti socialiste, écrit que de Gaulle a perdu la partie, tout comme il écrivait en 1932 que Hitler ne viendrait plus au pouvoir, et en 1939 que Pétain était « le plus noble et le plus humain de nos chefs militaires ». Les républicains de la Quatrième, Moch, ne se contentent pas de frayer la voie à de Gaulle par leurs combinaisons pourries, ils lui préparent un arsenal de lois répressives contre le droit de grève, contre les libertés les plus élémentaires; ils sont aussi en train d'aguerir une police et des forces de coercion qui s'habituent à tirer impitoyablement sur les travailleurs. Blum, Moch et Cie marchent carrément sur la voie suivie par les Wels, Hilferding et autres social-démocrates allemands qui ont permis à Hitler de venir au pouvoir.

Mais la politique stalinienne de 1948 est, elle aussi, identique à celle de Staline-Thaelman de 1932. Nazis et social-fascistes s'étaient alors alliés au même sac; aujourd'hui, gaullistes et socialistes ne font qu'un même parti américain. Pas question de mettre les socialistes au pied du mur, en leur proposant le front unique contre de Gaulle, en défendant une politique d'unité syndicale. Comme dans l'Allemagne avant Hitler, le parti stalinien utilise une tactique qui isole la classe ouvrière des couches de la petite bourgeoisie et qui isole les communistes dans la classe ouvrière.

Va-t-on voir à une quinzaine d'années d'intervalle la même conjugaison de deux politiques infâmes menant à la défaite du prolétariat? Mais à qui espérait la moindre beauté à ces directions. Elles sont pratiquement l'une de son crétinisme parlementaire incurable, l'autre de sa servilité aux ordres du Kremlin. Le salut ne peut venir que des travailleurs, c'est à eux de résister, en dépit des directions, et aux atteintes aux libertés ouvrières. Front unique pour résister aux violences policières, Front unique pour organiser leurs milices de protection. Front unique pour la

Un de nos amis hébergeant un enfant de mineur a reçu du père de celui-ci deux lettres, dont nous donnons les principaux extraits...

« A F... ça va drôle! Il y a des gars qui jettent des grenades dans les maisons de ceux qui vont travailler. Ils cassent toutes les fenêtres. Dimanche à 7 heures du soir ils ont jeté une grenade dans la maison du chef porion qui se trouve à côté de celle du chef du carreau... Tout ça c'est cassé dans les maisons, mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de victimes. On vit dans la terreur, on ne sort plus la nuit, car il y a des moments où ils se trompent de maison et il arrive qu'ils cassent les vitres de gens qui ne vont pas travailler. On ne peut plus sortir comme l'on

traville sur le régime de terreur instauré par le Gouvernement et sur les faux espoirs nourris par la direction stalinienne.

Toutes les rues sont pleines de C. R. S. et de soldats. Ils pénètrent dans les maisons comme au temps des nazis. Ils viennent avec leurs camions, ils arrêtent les hommes et les femmes. Hier ils ont arrêté D. A. M. et quatre camarades, ils étaient chez M. à boire du café, ils les ont battus ainsi que sa femme.

Ce matin ils viennent encore de faire une rafle dans notre rue. Ils ont arrêté M., père et fils. Ils les ont jetés dans leurs camions comme des bêtes. Ils sont allés pour arrêter Paul

Suite Page 2

La fusillade de Suresnes

Appelés à se rendre au commissariat de Puteaux pour faire libérer un responsable syndical emprisonné depuis le matin, plusieurs centaines de travailleurs de Suresnes, s'engagèrent dans la rue de Verdun.

Dans cette rue la manifestation rencontre un bus de la ligne 144, le stoppe, force le recevoir et les voyants à descendre et lapide la voiture. Des policiers postés non loin de là prétendent intervenir et chargent. Les travailleurs résistent... à coups de pierre.

Alors les flics tirent sans sommations, blessent trois travailleurs et s'enfuient pour échapper aux coups exaspérés. Le commissaire lui-même manque de justesse de passer un très mauvais quart d'heure. Mais, comme d'habitude, les ouvriers n'ont plus qu'à ramasser leurs blessés.

Comme dit à ce moment un militant du P. C. F. à un de ses dirigeants: « Quand tu nous dis à la cellule qu'on n'a pas besoin d'armes!... »

Mais trois camarades, dont une femme, ont été emmenés par les flics dans leur retraite précipitée.

Un responsable de Suresnes appelle alors les manifestants auxquels se sont joints des travailleurs de Puteaux à se rendre de nouveau au commissariat « dans le calme et la discipline » pour faire libérer les emprisonnés et à élever une « énergique protesta-

tion » contre les brutalités policières. Indignation des travailleurs qui se font tirer dessus sans pouvoir matériellement résister.

« Ça ne fait rien, on élève une énergique protestation... »

« Si on avait de quoi leur répondre ça serait sûrement plus efficace », disent-ils entre eux.

Mais tout le monde se dirige rapidement vers le quart de Puteaux. Arrivés dans la rue Eichenberger, le même responsable de Suresnes exhorte de nouveau les travailleurs au calme en leur indiquant qu'une délégation va aller trouver le commissaire pour exiger la libération immédiate de nos trois camarades.

Il est bientôt de retour et appelle « très responsablement » les manifestants à quitter la place et à se rendre à la Bourse du Travail où ils attendront le retour de la délégation. Ce sont, dit-il, les conditions du commissaire pour recevoir cette dernière.

Les ouvriers protestent: « Il faut y aller tout... »

« Si on commence à reculer c'est foutu... »

« Quand on ne sera plus là les flics nous enverront aux pelotes. »

Mais les responsables déclarent ne pas vouloir exposer inutilement la vie de camarades qui seront indispensables dans les luttes de demain et forment un cordon qui refuse lentement les travailleurs vers la Bourse.

C'est évidemment le délai minimum qui était nécessaire au patron des flics de Puteaux pour appeler du renfort.

10 minutes après 6 ou 7 cars d'agents et de C. R. S. arrivent à Puteaux au milieu des invectives de la population.

Mais il est évident qu'à partir de ce moment la partie est jouée. Les casques, les mitraillettes et la brigade des gaz sont maintenant face aux malins nues des travailleurs.

La délégation s'effrite, la manifestation s'effrite avec la nuit qui tombe et bien entendu ce n'est pas l'intervention des « élus du peuple », s'appellent-ils R. Guyot, qui a pu empêcher Nuyens (ouvrier de chez Saurer) d'être envoyé au Dépôt.

Nos camarades présents à cette manifestation ont tiré de ces incidents les conclusions essentielles suivantes: Le peu de travailleurs présents à cette manifestation est dû au fait que les dirigeants staliniens ont dans la plupart des cas préféré le matin laisser partir des usines les ouvriers plutôt que de les voir condamner leur politique d'aventures et de trahison des grèves partielles et limitées au travers de longues assemblées.

De ce fait les manifestations réduites de l'après-midi laissent la porte ouverte aux aventures et aux provocations policières.

Nous devons dès maintenant montrer l'impérieuse nécessité de constituer au plus vite les milices ouvrières qui seules pourront répondre efficacement à toutes les provocations policières.

“La Vérité” repart du bon pied

Il était grand temps que la Vérité repartit. Il est été trop le moins paradoxal qu'il n'y ait plus d'organe trotskyste en France alors que les mots d'ordre du trotskysme, et notamment celui de la grève générale illimitée, sont adoptés par un nombre sans cesse croissant de travailleurs. Le Secrétaire général de la C.G.T. se voit contraint, aujourd'hui, de s'adresser par lettre ouverte, répandue à des dizaines de milliers d'exemplaires, aux métallurgistes pour combattre maladroitement l'idée de grève générale, calomnier les

trotskystes et qui plus est, rappeler l'ordre les cadres ouvriers de son propre parti. Y a-t-il avec plus net que le trotskysme fait son chemin? La direction de la C.G.T. en réalise le danger. Ne vient-elle pas d'émettre des ordres précis visant à faire redoubler la lutte contre les ouvriers trotskystes au sein des entreprises?

Dans un tel moment, « La Vérité » doit être présente à son poste de combat. Elle est l'arme indispensable des

Suite Page 2

Après l'élection de Truman



L'hégémonie américaine dans le monde n'a pas seulement pour conséquence de faire du capitalisme yankee le maître des différents bourgeoisies...

La victoire de Truman, candidat du parti démocrate, à un moment où ce parti se désolait sur sa droite et sur sa gauche...

Après les travaux grands grèves de 1946, les travailleurs américains s'étaient vu attaquer par le grand capital...

L'habileté de Truman, quoique écarté Président sortant, fut de prendre figure d'assailant du grand capital...

La victoire de Truman est due avant tout à l'appui des syndicats ouvriers et des votes des travailleurs, des Noirs...

Les conséquences de cette élection sont d'importance sur le plan de la politique étrangère des Etats-Unis...

P.S. - Les voix recueillies par les candidats du Socialist Workers Party...



LA VIE DU PARTI

Puy-de-Dôme. - La région du Puy-de-Dôme tiendra une assemblée le 27 novembre à Clermont-Ferrand.

Loire-Inférieure. - Le rayon de Nantes qui avait beaucoup souffert de la crise du parti a repris une sérieuse activité...

Loire-et-Cher. - Le premier numéro de « La Vérité » des ateliers A. M. A. de Vendôme vient de paraître.

Bretagne. - Le Bulletin mensuel de la région, « Le Militant », vient de paraître sur la question du gouvernement...

Bouche-du-Rhône. - Le n° 2 de « La Vérité de Beauvoisin-Tourcoing » est paru. Il contient un leader: « Face au danger gaulliste... »

REGION PARISIENNE

Journées d'étude les 30, 31 et 1er novembre, plus de 50 responsables régionaux et nationaux ont suivi les

TITO CONTRE STALINE

crise, on voit qu'un accrochage s'est produit sur le fait que les spécialistes militaires russes en Yougoslavie avaient, à grade égal, des traitements plusieurs fois supérieurs aux officiers de l'armée yougoslave...

Une autre divergence qu'on peut relever dans l'article de Borba du 2 octobre porte sur l'appréhension des événements en Yougoslavie et dans les autres pays européens...

Autrement dit, selon les Yougoslaves, dans les autres pays il y a eu des réformes poussées, en Yougoslavie une révolution contre l'ordre bourgeois...

Autre divergence portant sur le fait que les rapports des autres pays de « démocratie populaire » et de P.U.R.S.S. avec la Yougoslavie ne sont pas d'ailleurs fraternels de peuples...

Et Borba écrit: « Les directions des pays démocratiques pensent, semble-t-il, que tout leur est permis à l'égard de la Yougoslavie socialiste... »

Mais des remarques plus intéressantes encore ont trait aux méthodes en cours dans le mouvement ou-

vrier. Voici que l'on peut lire dans Borba: « Personne ne conteste l'autorité du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., personne ne peut nier son rôle dans le passé et son rôle présent... »

« Et pour la première fois, les Yougoslaves ont nommé celui dont on ne doit pas comme Jehovah invoquer le nom en vain... »

« Ceci est dit en même temps qu'on ajoute que nulle part Staline n'est plus aimé et respecté qu'en Yougoslavie, et que « la vérité triomphera finalement... »

« La campagne de mensonges, de calomnies et de provocations qui a été déclenchée à la suite de la résolution du Bureau d'Information a montré que, dans le mouvement ouvrier, se trouvent de plus en plus appliquées des méthodes contraires à celles sur lesquelles celui-ci s'est toujours basé... »

« Les citations que nous avons apportées montrent que la rupture organisationnelle est suivie par une rupture idéologique grandissante. Nous parlerons d'autres cas dans un autre article, avant d'essayer de tirer quelques conclusions générales. »

Pierre FRANK.

(1) Voir La Vérité, n° 221. (2) Souligné par nous.



LA COMÉDIE DU PROCÈS

Tortures. Au cours du « procès », tous les accusés ont rétracté leurs « aveux » et révélé que ces aveux leur avaient été arrachés par le tortionnaire Baron, chef de la sûreté...

Il serait trop long de citer ces déclarations, récits hallucinants et interminables. En outre, il est prouvé que les accusés ont subi de nombreuses tortures qu'ils avaient subies.

En effet, le rapport du médecin légiste obtenu par les avocats, constate que les accusés portaient encore les traces des tortures, un an et demi après leur arrestation par la police.

Effondrement de l'accusation. Le reniement par les accusés de leurs propres « aveux » a privé l'accusation de son principal argument. En effet, ce que les accusés avaient « avoué », c'était que le télégramme d'appel au calme qu'ils envoyèrent aux sections de M. D. R. M. à la veille de la révolte était en effet un télégramme chiffré appelé à l'insurrection.

« Avez-vous » signifiait « blanc » et « Avez » signifiait « noir » pour quelqu'un qui ignorait qu'il s'agit d'un acte de révolte. D'ailleurs, le député Rasetta était à Madagascar comment prouver sa participation au « complot »? L'accusation exhiba un soi-disant code chiffré trouvé dans sa maison de Tuléar (Madagascar) au cours d'une « perquisition » faite pendant qu'il était en France.

Condamnés bien qu'innocents, condamnés parce qu'ils incarnaient aux yeux de milliers de malgaches la lutte contre la domination impérialiste, condamnés en même temps que engagés mille hommes et femmes qui crappaient actuellement dans les cachots de Madagascar, les dirigeants du M. D. R. M. doivent être arrachés à la mort et au bagne par la solidarité active de tous les travailleurs de France que la même police et les mêmes magistrats frappent, eux aussi, chaque jour.

Faux témoins de l'accusation: A l'audience du 27 août, le « témoin » Randrianarison, cité par l'accusation, raconta un invraisemblable roman. Il fut même incapable de désigner au banc des accusés Ravoahangy, qu'il prétendait avoir déjà rencontré au cours d'une réunion secrète, prouvant ainsi qu'il récitait par cœur une histoire policière.

Mais surtout, les débats du « procès » ont prouvé que la « révolte » a été fomentée par un provocateur policier, Ravelonahina, introduit par le chef de la Sûreté Baron, parmi les dirigeants de la société secrète J. I. N. A. En effet, un Français, le témoin Walter Gaye, a révélé que Ravelonahina, qui organisa l'acte le plus sanglant du soulèvement, l'attaque du camp de Moramanga, lui avait un jour avoué être depuis plusieurs années un agent du chef de la Sûreté Baron. Ce dernier s'était d'ailleurs vanté lui-même, quelques jours avant, d'avoir eu des espions jusque parmi les dirigeants des groupements malgaches.

A. REVAL.

Qu'as-tu fait pour « La Vérité » cette semaine, camarade?
Chaque lecteur de La Vérité doit lire également « QUATRIEME INTERNATIONALE » revue du Comité Exécutif Internationale.
Au sommaire du numéro d'août-septembre (50 francs): M. Pablo... L'affaire yougoslave; Des voix staliniennes sur le travail forcé en U. R. S. S.
Au sommaire du numéro de juillet (35 francs): A. Swabek... Trois années de gouvernement travailliste et une déclaration de Natalie Sedova-Trotsky sur un « testament » de Trotsky.

Imprimerie G.L.L. - Paris

La vérité sur Madagascar (II)

FRACON CONTRE LA GREVE GENERALE

La lettre ouverte de Frachon aux métaux de l'usine Chenard et Walker résume en ce qui est le plus clair les chefs stalinien à l'étape présente. Elle constitue en outre un aveu catégorique de la crise de confiance de larges couches de militants du P. C. F. à l'égard de la politique de leurs dirigeants.

Pourquoi Frachon a-t-il écrit et fait diffuser cette lettre ?

« Nous constatons, avec étonnement, écrit le Secrétaire Général de la C.G.T. que certains militants sont assez étourdis pour se laisser impressionner par cette propagande des agents de l'ennemi. Mais lorsqu'on est un dirigeant, qu'on a l'honneur d'être élu par ses camarades à un poste de direction, il faut éviter d'être étourdi. »

C'est là que se trouve la clef du problème. Frachon est contraint de prendre violemment position contre la grève générale parce que des centaines et des milliers d'ouvriers de son propre parti sont partisans de la grève générale. Ces militants ne comprennent pas pourquoi les chefs n'en donnent pas l'ordre.

Le Congrès Confédéral, les déclarations de Duguet, d'Hénaff, de Croizat, etc., ne suffisent plus pour convaincre les « étourdis ». Frachon et la direction de la C. G. T. veulent à tout prix reprendre en mains, pour leur politique, la masse de manoeuvre que représente la base ouvrière de leur parti. Les exigences de la politique stalinienne demandant un parti manoeuvrant au doigt et à l'oeil, sous la direction des chefs amis et éclairés « suivant les formules de la ligne stalinienne. Qu'il y ait le moindre doute, que la base commence à contester les directives du sommet, et c'en est fini du monolithisme indispensable à toutes les gymnastiques et cabrioles d'une politique manifestement contre-révolutionnaire.

La colonnie, arme d'une politique contre-révolutionnaire.

L'intérêt de cette lettre est également de montrer le mécanisme de la formation de ce monolithisme stalinien.

Ainsi, des ouvriers de chez Chenard, dont aucun, ni de près, ni de loin n'est adhérent au P.C.F., ni même en rapport avec lui, ces ouvriers membres du P.C.F. sont pour Frachon : « les initiateurs d'une campagne, embauchés dans de nombreuses entreprises, pour faire passer le mot de travail et parmi eux des agents gaullistes et des éléments trotskystes. »

Le prestige de Frachon ne suffit pas, il faut que le P.C.F. emploie l'arme empoisonnée de la colonnie dont Lénine estimait qu'elle était l'arme par excellence des contre-révolutionnaires. Mais ce fait éclaire les divergences du passé et les moyens criminels employés par les dirigeants stalinien. Ces faits éclairent la monstrueuse tragédie judiciaire des procès de Moscou, où tous les compagnons de Lénine, colonnie de Staline, furent passés par les armes. Les militants du P.C.F., partisans de la grève générale doivent réfléchir sérieusement sur ce passé. Ils comprendront par leur propre expérience pourquoi un « chef » dont l'autorité est basée sur une politique contre-révolutionnaire, a besoin d'utiliser cette arme empoisonnée, et aussi pourquoi les chefs à la Frachon qui ne veulent pas la Révolution sont contraints de salir d'honnêtes militants.

Pour Frachon c'est être un contre-révolutionnaire que de vouloir la Révolution.

« Je suis sûr qu'aujourd'hui, écrit Frachon, après les décisions de la Fédération des Métaux invitant tous les métallurgistes à organiser l'action pour le rajustement des salaires et l'échelle mobile, il vous dovrait que ce sont là des illusions et qu'il vaut mieux faire la Révolution. »

Il n'y a pas si longtemps, au temps béni où Thorez et Croizat étaient ministres, Frachon qualifiait d'agents des trusts ceux qui estimaient que le blocage des salaires servait le patronat et que le minimum vital garanti par l'échelle mobile servaient les intérêts ouvriers. Aujourd'hui Frachon veut opposer la lutte pour l'échelle mobile au combat pour la destruction du régime capitaliste.

Chaque ouvrier comprend que la moindre de ses revendications mobilise contre lui le patronat, la presse bourgeoise, la fiscalité, l'armée, la Justice, en un mot tout l'appareil d'Etat bourgeois. Chaque métal à vu que même 350.000 mineurs en lutte ne parviennent pas à décrocher l'échelle mobile. Toutes les grèves partielles n'ont jamais arraché cette garantie. C'est donc que, pour l'obtention de l'échelle mobile, les luttes partielles ne suffisent pas. Pour régler, une fois pour toutes, les problèmes du pouvoir d'achat, il faut une grève générale qui doit briser la résistance de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat. En

un mot, la lutte pour le pain, pour le minimum vital garanti par l'échelle mobile ne peut être victorieuse que dans le cadre d'un combat révolutionnaire visant à détruire le régime capitaliste. Frachon et les dirigeants des métaux sont des menteurs quand ils déclarent aux ouvriers que des actions partielles peuvent arracher l'échelle mobile.

« Je ne pense du travail de Frachon et de ses résultats. »

Frachon n'aime pas beaucoup voir des ouvriers monter dans ses bureaux. Frachon est un homme très occupé. Il écrit dans sa lettre, le 25 octobre : « Je n'ai eu le temps de m'entrete-

chassait les files des puits. Il est joli le travail de trahison de Frachon l'homme-très-occupé —, qui constatait dans sa lettre qu'« une vague de colère et d'indignation soulevait les travailleurs » et ce matin du 25 octobre, mais qui s'est refusé à organiser et à orienter cette vague de colère vers la grève générale, vers une mobilisation totale de toutes les forces ouvrières qui n'attendaient qu'un mot pour se porter à l'aide de l'armée isolée et assiégée, que représente la grève des mineurs.

Les travailleurs veulent la grève générale. Reprenons point par point la perfi-

Oui, tous ces faits existent, mais Frachon pourrait ajouter à cette liste : les milliers d'affiches éditées, les multiples brochures publiées par le P. C. F. et la C. G. T. et qui toutes ont une persévérante agitation contre la grève générale. Les traitres de F. O. trouvent leur force dans la propreté trahison de Frachon. Nous nous sommes les travailleurs que des désorientés par la gymnastique de grèves partielles qui n'aboutissent à rien.

« Des catégories de travailleurs ne sont pas prêtes » affirme de plus Frachon. Reprenons les faits. Depuis la mi-septembre, nous avons vu Renault débrayer pour la grève générale, puis

La lettre ouverte de Benoît Frachon

AUX OUVRIERS DE CHENARD ET WALKER

que "L'HUMANITE" s'est bien gardée de faire lire aux mineurs

Camarades,

Je vous adresse cette lettre ouverte parce que je crois que vous avez été colonisés.

VOICI LES FAITS :

Le lundi 25 octobre, trois ouvriers de votre entreprise se sont présentés à la C.G.T. Ils disaient parler en votre nom.

Depuis le matin, à l'aube, des dizaines de milliers de policiers et d'hommes des troupes coloniales attaquaient les mineurs du Nord à l'aide de tanks. Une vague de colère et d'indignation soulevait les travailleurs.

Je n'ai eu le temps de m'entretenir que quelques instants avec les trois ouvriers de votre entreprise.

Avec les dirigeants des Fédérations, nous avions organisé la protestation et la solidarité des travailleurs en faveur de leurs camarades mineurs odieusement agressés.

Voici ce que m'ont dit en ce court laps de temps ceux qui prétendaient parler en votre nom :

Nous venons au nom de tous les travailleurs de chez Chenard vous indiquer qu'ils refusent de manifester leur solidarité par des mouvements partiels.

Même la solidarité financière, ils la considèrent comme inopérante. Au cours de la collecte, ils nous ont versé 10 à 20 francs.

Ils ne veulent agir que si vous donnez l'ordre de grève générale.

Je résume leurs déclarations, mais dans la forme et dans le fond, c'est ce qu'ils m'ont dit.

Je puis vous assurer que je n'ai rien cru de ce qu'ils me disaient.

J'étais et je reste convaincu qu'en vous prêtant de tels sentiments, ils vous ont colonisés.

Ce n'est pas vrai que des travailleurs restent impassibles devant la lutte héroïque de 350.000 de leurs camarades.

Ce n'est pas vrai que les métaux de chez Chenard restent insensibles à l'esprit de solidarité ouvrière active quand, autour d'eux, les autres prolétaires s'émouvent et soutiennent les mineurs de toutes leurs forces.

RESTE UN POINT SUR LEQUEL JE VOUS DOIS QUELQUES EXPLICATIONS.

Vous trois collègues ont essayé de justifier l'attitude qu'ils vous ont prêtée en déclarant que vous étiez prêts à participer à une grève générale.

C'est avec des déclarations de ce genre, à allure ultra-révolutionnaire, que certains agents de la réaction assaillent actuellement de décourager toute action de la classe ouvrière.

Nous savons très bien, et c'est un sentiment louable, que les travailleurs, aux prises avec la politique de misère et de réaction du gouvernement et des grands capitalistes qu'il représente, recherchent les moyens de se défendre avec le plus grand rassemblement de forces possibles.

Décourager les ouvriers d'apporter leur solidarité effective aux mineurs n'est certainement pas la voie qui y conduit.

Mais quand ces personnages parlent de grève générale, déclarent que seule la grève générale est efficace,

ils savent parfaitement qu'ils paralysent l'effort de la classe ouvrière.

Ils font semblant de croire que la grève générale est une chose simple, qu'il n'y a qu'à donner un ordre pour qu'elle soit exécutée.

Ils feignent d'ignorer les sentiments divers qui existent chez des catégories de travailleurs, ils se gardent de parler des manoeuvres de l'ennemi, des campagnes de mensonges et d'affolement qu'il mène avec sa presse et sa radio, de l'utilisation qu'il fait des traitres pour semer le trouble et le pessimisme chez une partie des travailleurs.

Et si, à la suite d'un mot d'ordre de grève générale, une partie de la classe ouvrière restait hésitante, ils seraient les premiers à vous décourager vous-mêmes et à vous dire qu'il n'y a rien à faire. C'est le but qu'ils poursuivent.

Nous constatons avec étonnement que certains militants sont assez étourdis pour se laisser impressionner par cette propagande des agents de l'ennemi.

Mais lorsqu'on est un dirigeant, qu'on a l'honneur d'être élu par ses camarades à un poste de direction, il faut éviter d'être étourdi.

Par contre, les initiateurs de ces campagnes savent parfaitement ce qu'ils font.

Dans de nombreuses entreprises, ils ont été embauchés dans ce genre de travail. Parmi eux, des agents gaullistes et des éléments trotskystes.

Ils essaient de masquer leur besoin d'antiouvrière sous un verbiage violemment révolutionnaire.

Je n'exagère pas. Après la visite de vos trois camarades, une délégation des travailleurs de chez Chenard s'est présentée à la C.G.T.

Des militants de la C.G.T. avaient inclus dans cette délégation un gaulliste qui avait été élu et n'était pas syndiqué, naturellement. Vous conviendrez qu'il faut une certaine dose de naïveté pour croire qu'un militant gaulliste est favorable aux mineurs et soutient la lutte ouvrière.

Mais ce gaulliste était le plus violent de tous. Il me parlait de choses dures et de bagarres.

Comment peut-on ne pas comprendre qu'il remplissait ainsi une mission de son organisation factieuse ! D'ailleurs, dès qu'il ne s'agit plus de bavarder, mais d'agir avec sérieux et efficacité, ces fiers-à-bras trouvent de nombreux prétextes pour empêcher l'action.

Si demain vous êtes appelés, comme en février 1934, à vous dresser comme dans une action générale contre une tentative de dictature des facteurs, ils trouveraient que la grève générale est insuffisante.

Ils vous demanderaient sans doute d'attendre que soient mises au point les fuseses interplanétaires pour solliciter l'appui des Marsiens ou des habitants de la Lune.

Je suis sûr qu'aujourd'hui, après les décisions de la Fédération des Métaux invitant tous les métallurgistes à organiser l'action pour le rajustement des salaires et l'échelle mobile, ils vous diront que ce sont là des broutilles et qu'il vaut mieux faire la révolution.

Voilà, camarades de chez Chenard, ce que j'ai tenu à vous dire des gens que j'en ai eu le temps.

Je considère qu'on vous a colonisés, j'ai cru devoir vous en informer afin que vous réclamiez des explications à ceux qui vous ont prêté des sentiments si peu conformes au véritable esprit prolétarien.

Benoît FRACHON.

de argumentation de Frachon contre la grève générale.

« La grève générale n'est pas une chose simple », écrit-il.

Où! non, la grève générale n'est pas une chose simple. Mais elle est avant tout compliquée par le fait que Frachon et ses collègues s'opposent par tous les moyens à la grève générale.

La direction de la C. G. T. sait que lors de la mort du premier mineur tué à Firminy, tous les ouvriers étaient prêts à marcher comme un seul homme. Mais les « chefs » n'ont pas lancé l'ordre de grève générale!

L'ennemi utilise « la presse, la radio, les traitres pour semer le trouble et le pessimisme chez une partie des travailleurs », écrit encore Frachon, argumentant contre la grève générale.

lud des bonzes qui les avaient lancés dans la lutte pour une grève de 2 jours; toutes les usines de fabrication, les sidérurgistes de l'Est, les dockers, les marins, les mineurs ont débrayé à leur tour. Au Congrès confédéral Drouart affirmait que les cheminots étaient prêts à faire la grève générale, mais, continuait-il, sagement les dirigeants se sont refusés à cette idée. Ainsi, toutes les couches décisives voulaient la grève générale. Frachon attend-il que le suisse de Notre-Dame lui déclare qu'il est prêt à la grève générale pour décider que c'est le moment d'y aller? Non, ce ne sont pas les travailleurs qui ne sont pas prêts. Ce sont les chefs qui ne veulent pas de la grève générale parce qu'ils trahissent la classe ouvrière.

de jeter à bas les Jules Moché et autres policiers fusilliers. Les cris de « à l'action » obligèrent Hénaff à enlever la réunion au pas de course. Il dut pour-tant dire qu'il y avait des résolutions demandant la grève générale illimitée. Devant les applaudissements les plus enthousiastes, vint à son tour le ministre qui insista sur le fait que les plus nombreuses voulaient la grève du samedi. Puis le vote fut acquis à l'unanimité. Il ne fut pas unanime. Avant, toutefois, Hénaff, pour rallier tous les délégués, affirma que les entreprises qui voudraient continuer la grève pourraient le faire. Il ne parlait pas, pour elles, de la coordination qu'il affirmait nécessaire à la grève illimitée du samedi. Cette politique d'isolément des secteurs les plus combattifs ne peut que les conduire à des échecs et à la démolition qui demain, servirait à Hénaff et à ses amis à discréditer la grève générale.

La discussion fut limitée à l'écoute des quatre premiers inscrits, pour « gagner du temps », explique le président; en fait pour gagner la manche contre la classe ouvrière.

Bien choisis, ces premiers inscrits approuvèrent la grève illimitée au samedi. Après quoi pour « aller vite », les assistants furent invités à donner leur avis sur la résolution, de leur place, ce qui permit d'empêcher pratiquement qu'on entende leurs critiques. Pourtant des milliers de travailleurs, dont la masse débordait dans la rue, voulaient se battre dans une lutte générale seule capable d'attein-

SEMAINE ANGLAISE ET GREVE GENERALE

Pour déclencher la grève « générale limitée » du samedi 13 novembre l'Union des Syndicats de la R. P. a réuni les cadres syndicaux à 18 heures vendredi. Quelques heures avant cette réunion le stalinien « Ce Soir » publiait la décision prise par cette assemblée. Les responsables d'entreprises, dans leur immense majorité, pris de court, n'avaient pas été mandatés par des assemblées de leurs entreprises ou de leurs syndicats qui ne s'étaient en général pas réunies.

Après sept semaines d'inaction de Paris s'étaient fait matraquer alors que, ceints de tricolores, ils allaient participer à la mascarade patriotique

du 11 novembre à l'Arc de Triomphe! De plus, comme c'était la fin de la semaine, ils avaient la possibilité de déclencher une action qui ne risquerait pas de les débiter, ni sur le terrain des revendications, ni sur celui de la durée et de la généralisation de la lutte.

La discussion fut limitée à l'écoute des quatre premiers inscrits, pour « gagner du temps », explique le président; en fait pour gagner la manche contre la classe ouvrière.

Bien choisis, ces premiers inscrits approuvèrent la grève illimitée au samedi. Après quoi pour « aller vite », les assistants furent invités à donner leur avis sur la résolution, de leur place, ce qui permit d'empêcher pratiquement qu'on entende leurs critiques. Pourtant des milliers de travailleurs, dont la masse débordait dans la rue, voulaient se battre dans une lutte générale seule capable d'attein-

dre les objectifs revendicatifs et de jeter à bas les Jules Moché et autres policiers fusilliers. Les cris de « à l'action » obligèrent Hénaff à enlever la réunion au pas de course. Il dut pour-tant dire qu'il y avait des résolutions demandant la grève générale illimitée. Devant les applaudissements les plus enthousiastes, vint à son tour le ministre qui insista sur le fait que les plus nombreuses voulaient la grève du samedi. Puis le vote fut acquis à l'unanimité. Il ne fut pas unanime. Avant, toutefois, Hénaff, pour rallier tous les délégués, affirma que les entreprises qui voudraient continuer la grève pourraient le faire. Il ne parlait pas, pour elles, de la coordination qu'il affirmait nécessaire à la grève illimitée du samedi. Cette politique d'isolément des secteurs les plus combattifs ne peut que les conduire à des échecs et à la démolition qui demain, servirait à Hénaff et à ses amis à discréditer la grève générale.

« Oui, c'est l'usine voisine. La délégation n'a pas été désignée dans une Assemblée, c'est vrai. Mais elle était composée des responsables syndicaux; ce ne sont pas des trotskystes, mais des membres du P.C. Ils expriment à ce moment-là la volonté de leur usine et de beaucoup d'autres usines. »

« Autant que je sache, Frachon les a bien reçus. Il lui a fallu une dizaine de jours avant de sortir sa lettre. »

J'allais oublier : y avait un gaulliste dans votre délégation ?

« Non; il y avait un gars inorganisé. Il n'est pas du R.P.F. Il a toujours participé aux grèves et a versé régulièrement aux listes de souscription. Il est très confus, aussi dans ce qu'il dit. Mais ce jour-là, il était en accord avec tous les ouvriers de l'usine, et il a été mandaté par toute l'assemblée. C'est une plaisanterie de très mauvais goût de dire comme Frachon que les gaullistes sont pour la grève générale. »

Comment a été élue LA DÉLÉGATION CHAUSSON

Nous sommes allés demander au camarade Righetti, qui fit partie de la délégation de l'Usine Chausson auprès du Bureau Confédéral, quelques précisions au sujet des affirmations contenues dans la lettre de Benoît Frachon.

Dans quelles conditions a été nommée votre délégation ?

« Lors de l'assassinat du premier mineur à Firminy, comme dans toutes les entreprises, la colère grondait chez Chausson. Une Assemblée générale fut tenue pendant le travail. La totalité du personnel, moins 3 ou 4 ouvriers, y assistait. L'Assemblée unanimement mandata une délégation comprenant des responsables syndicaux et des ouvriers de la base au Bureau Confédéral pour lui réclamer le déclenchement de la grève générale. »

Comment s'est fait le vote ?

« A main levée. La délégation comprenait 15 personnes et fut élue à l'unanimité moins une voix. »

Comment avez-vous été reçus au Bureau Confédéral ?

« Nous avons été reçus par Dufrique, Secrétaire de Benoît Frachon. Au moment où nous entrions, la délégation de chez Chenard sortait. »

Dufrique nous déclara qu'il était très heureux de nous recevoir et qu'il voudrait voir passer des centaines de délégations semblables dans son bureau.

Quelles raisons vous a-t-il données pour défendre l'orientation d'opposition à la grève générale ?

« Tout le monde n'est pas mûr, a-t-il dit, et les mineurs se battent pour des revendications corporatives. Ils ne veulent pas de la grève générale. Il est à remarquer que Martel, des mineurs, vint à sa rescousse pour nous expliquer le caractère « corporatif » de la grève des mineurs. »

« Je n'ai pas besoin de te dire qu'il ne convainquit personne. »

Quelle fut la réaction des ouvriers au retour de la délégation ?

« Les responsables syndicaux refusèrent une Assemblée générale. Et ce fut sur le panneau syndical que fut inscrit le compte rendu de la délégation. On y annonçait que les mineurs menaient une lutte corporative et qu'il n'était pas question dans ce cas de la grève générale. »

Quand la lettre ouverte de Frachon fut distribuée, quel fut son effet ?

« Elle fut quasi-unanimement désapprouvée. Des camarades parlaient ouvertement de trahison. Frachon était décidé à frapper un grand coup. Il préférait perdre une usine que de la voir passer à une orientation différente en opposition à celle du Bureau Confédéral. »

Comment fut accueillie la réponse de « l'Unité Syndicale » ?

« Elle fut très lue et bien accueillie. Peu d'exemplaires furent distribués dans l'entreprise, et quelques heures plus tard elle était déjà connue dans l'usine d'en face. »

Frachon vous accuse de saboter la solidarité financière ?

« La solidarité financière n'est pas suffisante. Les mineurs n'achèteront pas seuls le minimum vital et l'échelle mobile. Les listes de souscription ont déjà dépassé les 30.000 francs et de nouvelles listes circulent ayant déjà atteint à peu près l'équivalent de la somme précédente. »

« Il est à remarquer qu'un tract F.O. distribué chez Chenard dit clairement : pas un sou, pas un mouvement de solidarité pour les saboteurs de l'économie financière (c'est ainsi qu'ils parlent des mineurs en lutte). Ce tract a été accueilli avec un dégoût profond. »

Quelles sont les perspectives dans l'usine ?

« Il se produit une coupure entre les membres du P.C. Français qui suivent aveuglément les mots d'ordre de grève partielle, et l'ensemble des ouvriers qui n'en veulent pas. Mais la coupe est pleine. Les ouvriers se rendent de plus en plus compte que s'ils attendent un ordre des dirigeants, ils risquent d'avoir une barbe longue, pour reprendre l'expression d'un membre du P.C.F. »

Connais-tu quelque chose au sujet de la délégation de chez Chenard ?

« Oui, c'est l'usine voisine. La délégation n'a pas été désignée dans une Assemblée, c'est vrai. Mais elle était composée des responsables syndicaux; ce ne sont pas des trotskystes, mais des membres du P.C. Ils expriment à ce moment-là la volonté de leur usine et de beaucoup d'autres usines. »

« Autant que je sache, Frachon les a bien reçus. Il lui a fallu une dizaine de jours avant de sortir sa lettre. »

J'allais oublier : y avait un gaulliste dans votre délégation ?

« Non; il y avait un gars inorganisé. Il n'est pas du R.P.F. Il a toujours participé aux grèves et a versé régulièrement aux listes de souscription. Il est très confus, aussi dans ce qu'il dit. Mais ce jour-là, il était en accord avec tous les ouvriers de l'usine, et il a été mandaté par toute l'assemblée. C'est une plaisanterie de très mauvais goût de dire comme Frachon que les gaullistes sont pour la grève générale. »